

Sommaire

page 1	Edito:	Le «mois du recrutement» à la CSS-Romande
page 2	Projet:	Au Petén, un démarrage sur les chapeaux de roues
page 3	Eclairage:	Situation politique en Equateur et procès Texaco-Chevron
page 4	En bref:	Défense des droits des enfants palestiniens Nouvelles de la Casa Materna de Matagalpa (CMM) Il faut sauver notre projet en Bolivie!

*Engagée pour
la santé!*

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Viêt Nam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Edito

Le «mois du recrutement» à la CSS-Romande

Chez les catholiques, mars, c'est «le mois de Marie». Chez les protestant-e-s (suisse romand-e-s), mars, c'est «le mois du Centre Social Protestant». A la CSS, désormais, mars sera «le mois du recrutement»!

Les membres affilié-e-s à la CSS le sont habituellement pour toute la vie. Mais comme tout a une fin, la vie et l'affiliation aussi. C'est pourquoi nous constatons une diminution de nos membres d'année en année. La crise associative qui sévit depuis presque 20 ans n'arrange pas les choses. Il est vrai que ce qui est «tendance» actuellement, c'est de penser à son développement personnel et au plaisir de vivre. Lever le nez de son guidon individuel pour voir plus loin dans l'espace et le temps, pour profiter de la collectivité et lutter ensemble, n'est pas une priorité facile à intégrer dans la vie quotidienne.

Mais, tant que le développement personnel et le plaisir de vivre ne se sont pas globalisés, en d'autres termes : tant que les Africain-e-s, les Asiatiques, les Latinoaméricain-e-s n'ont pas accès aux facilités qui sont les nôtres, pour nous la vie reste difficile et le plaisir incomplet. Tant qu'une place décente et juste n'a pas été faite aux adolescent-e-s, femmes, handicapé-e-s, malades physiques ou psychiques, LGBTIQHA* et victimes de toutes sortes, la Centrale Sanitaire n'a pas de raison de baisser les bras.

Donc la Centrale a besoin de membres. Que dois-je faire si je deviens membre? Combien dois-je payer? Quel temps va-t-on me demander d'investir? Nous avons

besoin de personnes qui non seulement paient leur cotisation minimale de 30 CHF par an, mais aussi qui participent à l'organisation des événements que nous proposons, qui collaborent à la rédaction de notre bulletin, qui prennent en main l'un ou l'autre de nos projets ou même qui proposent des projets nouveaux, qui sachent rechercher des fonds pour financer ces projets et qui, pourquoi pas, demandent à s'intégrer à notre comité. Pas besoin de faire tout cela à la fois, évidemment!

Notre appel concerne particulièrement le milieu de la santé. A l'origine, la Centrale a été créée et animée par des médecins, personnalités d'exception il est vrai. S'y sont retrouvé-e-s aussi des infirmières, des laborantines, des historien-ne-s. Aujourd'hui, d'autres compétences y seraient également bienvenues, dans le domaine de la communication notamment.

Si vous disposez de peu ou de beaucoup de temps, pour une période courte ou longue, vous pouvez nous contacter et vous serez bien accueilli-e-s. Et bonne année 2018!

Viviane Luisier, présidente

* lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, transgenres, intersexes, «queers» = autres qu'hétérosexuel-le-s, hétérosexuel-le-s ou HIV+, asexuel-le-s

Projet au Petén : un démarrage sur les chapeaux de roues

Un peu plus d'un an s'est écoulé depuis le début de notre collaboration avec un nouveau partenaire dans la région du Petén (Guatemala), l'occasion de faire un premier point sur les activités réalisées.

Par Alicia Pary

Ce projet comporte deux axes : l'un consacré à la santé, avec l'objectif de former deux volées de promoteurs et promotrices et d'offrir à la population des conseils de prévention, ainsi qu'un service régulier d'accès aux soins dans les locaux de la Maison de santé gérée par les promoteur·trice·s. L'autre axe est consacré au plaidoyer politique, auprès des autorités locales et nationales, afin de permettre aux communautés locales de vivre en paix sur les territoires qu'elles occupent actuellement.

Les promoteur·trice·s se forment en deux groupes, les débutant·e·s et les avancé·e·s. Les premier·ère·s abordent des thèmes de santé buccale: ils-elles se sont notamment rendu·e·s dans une école d'El Naranjo pour donner un petit atelier de santé buccale aux écolier·ère·s. La santé mentale occupe également une place importante, car une grande partie de la population souffre de conditions de vie précaires et du stress dû aux menaces constantes de délocalisation, ce qui l'amène à consulter pour des symptômes souvent liés à

la dépression. Les promoteur·trice·s plus avancé·e·s se forment au système endocrinien et apprennent comment reconnaître les patient·e·s présentant des pathologies liées à ce système, par exemple.

Lors de cette première année, les promoteur·trice·s ont effectué 34 visites dans les communautés avoisinantes, privilégiant les plus éloignées de la Maison de santé. Celle-ci a accueilli plus de 4'000 patient·e·s, en majorité des femmes, provenant de 63 communautés différentes. Les pathologies les plus fréquentes sont les maladies chroniques, infections urinaires, diarrhées, infections respiratoires et de la peau. Plusieurs cas de début de cancer de l'utérus ont également pu être détectés.

En un an, six assemblées de promoteur·trice·s se sont tenues afin de rester en contact, d'organiser les activités de la Maison de santé, les visites communautaires et d'échanger les informations utiles à leur pratique quotidienne. Un travail de communication a été réalisé pour améliorer la

prévention des maladies, par le biais de programmes radio mensuels et de dépliants abordant des thèmes de santé tels le diabète et la prévention des diarrhées.

En ce qui concerne les activités de plaidoyer, l'équipe de coordination, aidée d'un avocat, a mené des réunions internes et avec des autorités nationales et régionales, y compris avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH). La situation reste tendue, même si une délocalisation a pu être évitée à la communauté de La Laguna Larga grâce aux mesures de précaution décidées par la CIDH en septembre. Une petite victoire.

En résumé, nous sommes satisfaits de pouvoir accompagner l'ACCODIL, qui se révèle être un partenaire fiable et enthousiaste.

Visite de deux délégués à Genève

Durant la semaine du 25 au 30 septembre 2017, la CSSR, aidée par plusieurs autres organisations actives au Guatemala, a accueilli MM. Víctor López Ramírez et Mario Ramos Mucú, respectivement coordinateur et vice-coordinateur de l'équipe du projet. Au programme : entretiens avec des journalistes, rencontres avec des représentant·e·s de rapporteurs spéciaux de l'ONU et du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme ainsi que du DFAE, rencontre avec le comité de la CSSR et des ONGs actives au Guatemala. Une conférence publique a également été organisée à la Maison des associations, où Víctor et Mario ont pu exposer la situation que vivent leurs compatriotes dans la région. Au-delà des rendez-vous « officiels », les moments partagés avec les membres de la CSSR et le public genevois ont aussi leur importance, car ils les assurent concrètement du soutien sur lequel ils peuvent compter, ce qu'ils nous ont dit apprécier et qui les motive aussi à continuer leur lutte.



Situation politique en Equateur et procès Texaco-Chevron

Interview: Pablo Fajardo est Equatorien d'Amazonie, né dans une famille simple, puis devenu avocat avec l'aide de l'église catholique. Il défend depuis plus de 20 ans les indigènes lésés par Texaco-Chevron et ses activités pétrolières. Il est coordinateur de l'UDAPT (Union des Affectés par la Texaco).

Viviane Luisier l'interroge pour la CSS.

CSS: Que ressent la population indigène de la zone face au nouveau président de l'Equateur, Lenin Moreno ?

P.F.: Le nouveau président de l'Equateur provient du même parti que celui de l'ex-président Rafael Correa. Cette élection de début 2017 donnait l'impression qu'il y aurait une continuité dans le processus politique du pays. Mais, 8 mois après l'arrivée au gouvernement de Lenin Moreno, nous pouvons dire qu'il n'en est rien. La vie politique équatorienne est à nouveau agitée, conséquence de la confrontation entre Moreno et Correa, deux amis qui ne le sont plus. Et cela se répercute dans toute la société équatorienne.

CSS: La compagnie pétrolière nationale Petroecuador est-elle toujours active dans la région et se comporte-t-elle mieux que Texaco-Chevron ?

En Equateur comme partout dans le monde où il y a du pétrole, l'activité extractive est ce qui soutient l'économie. En Equateur, la plupart des ressources naturelles se trouvent sur les territoires indigènes. Pour les communautés, il n'y a pas grand changement entre un gouvernement et un autre. L'activité extractive va continuer sans arrêt et elle va même s'intensifier, ainsi que les conflits.

Les gisements qui ont été exploités par Texaco-Chevron le sont maintenant par l'entreprise d'état Petroecuador et par d'autres entreprises privées venant de différents pays du monde. On ne peut pas dire que ces entreprises causent les mêmes dommages que Texaco-Chevron. Il y a sans doute quelques changements et améliorations. Mais l'environnement et la culture des peuples indigènes continuent d'être affectés.



Difficile de vivre dans les régions de Orellana ou Sucumbíos, après le désastre laissé par Texaco-Chevron. Photo Internet 2017

CSS: Où en est actuellement le procès Texaco-Chevron ?

L'UDAPT se confronte à Texaco-Chevron depuis plus de 24 ans. Dans son action en justice, on voit à l'évidence le manque de normes juridiques et de structures qui permettraient de juger une entreprise transnationale. Notre cause a été

plaidée aux USA, puis en Equateur, puis au Canada. Aucune sentence nous permettant de faire justice n'a été prononcée. Le système judiciaire existant, les ressources économiques infinies de Chevron et la structure globale de la justice forment le cadre de l'impunité dont jouit l'entreprise. Néanmoins, notre lutte continue !

En deux mots: la situation politique en Equateur

Le nouveau président, Lenín Moreno, a été élu en avril 2017. Les partis à la gauche de Alianza País (le parti dont sont issus les deux derniers présidents) n'ont pas réussi à se démarquer au cours de cette élection (ils n'ont obtenu que 8 sièges sur 137 à l'Assemblée Nationale, alors que AP en a eu 74).

Des scandales de corruption ont marqué l'actualité politique équatorienne. Les «Panama Papers» avaient déjà dévoilé que les dirigeants de la compagnie pétrolière nationale Petroecuador possédaient des comptes dans des paradis fiscaux, y compris Jorge Glas, l'actuel vice-président.

Ces dernières années, des mobilisations sociales larges (regroupant syndicats, mouvements indigènes, écologistes et féministes) avaient vu le jour. Or, face à la crise du gouvernement actuel et à la décomposition de la gauche et des organisations sociales de base après dix ans de «Révolution Citoyenne», ces mouvements sont déstabilisés. Il leur faut se reconstruire pour reprendre de plus belle leur lutte pour la justice sociale et la défense de l'environnement.

Aude Martenot

Défense des droits des enfants palestiniens

Les médias ont récemment relaté le cas d'Ahed Tamimi, une jeune Palestinienne de 16 ans arrêtée par l'armée israélienne puis traduite devant un tribunal militaire pour avoir frappé un soldat. Selon les motifs d'inculpation retenus, elle risque 12 ans de prison.



Le cas d'Ahed Tamimi n'est pas isolé. Israël poursuit chaque année de 500 à 700 enfants devant des tribunaux militaires. Selon les agences des Nations unies, la plupart des jeunes arrêté-e-s subissent des violences lors de leur arrestation ou des interrogatoires.

Dans ce contexte, rappelons que la CSSR soutient un projet visant à améliorer la santé mentale et le bien-être psychosocial des enfants palestiniens ex-détenus, par l'utilisation de la dramathérapie et du théâtre.

<http://css-romande.ch/projet/palestine/>

Claude Desimoni

Nouvelles de la Casa Materna de Matagalpa (CMM)

Comme annoncé dans le numéro 166 de notre bulletin, la CMM s'est vue obligée de fermer ses portes, suite à la prolifération des «casas maternas» financées par le gouvernement à travers les grandes agences internationales. Pour nous, cela signifie boucler un projet motivant et pour lequel nos membres ont manifesté de la sympa-

thie à plusieurs reprises, en envoyant des contributions.

Aux dernières nouvelles, l'équipe de la CMM prépare les derniers rapports qu'elle nous doit et les travailleurs-euses du collectif gardent la maison à tour de rôle jusqu'à ce qu'elle soit vendue ou attribuée à une institution du département. Cette fermeture a l'air de se passer dans la sé-

renité, même si, comme nous déclare l'une des infirmières «nous sommes toutes tombées malades les unes après les autres à cause des difficultés vécues dans les dernières semaines!» En mars, un membre de la CSS se rendra au Nicaragua et ira prendre des nouvelles de la CMM; les dernières nouvelles, dans tous les sens du terme.

Vivianer Luisier

Il faut sauver notre projet en Bolivie

Depuis 2010, la CSS est active à Cochabamba, Bolivie, en partenariat avec l'IDH (Instituto Para el Desarrollo Humano), afin de diminuer les risques de transmission du VIH dans les populations les plus vulnérables. <http://css-romande.ch/projet/bolivie/>

En effet, l'épidémie de VIH affecte principalement les populations LGBTIQHA, les travailleuses du sexe, les gays/HsH (11.6%) et les trans (19.7%). Dans 56% des cas, le diagnostic est effectué à l'étape Sida. Or, la discrimination (tant du VIH que des populations vulnérables) de la part des services de santé reste très forte, ce qui limite l'accès aux tests diagnostiques et au traitement pour une large part des victimes.

Aude Martenot

Pour que la CSS ait les moyens de continuer à se battre sur le plan sanitaire (contre le VIH) et de lutter contre les discriminations sociales dans ce projet bolivien, soutenez-la! Chaque don compte!

CCP : 17-66791-8

Comment tout peut s'effondrer

Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes
Pablo Servigne – Raphaël Stevens - Seuil - 2015

N'est-il pas trop tard pour préserver le climat d'un réchauffement catastrophique ?

Si, par hypothèse, on renonçait au pétrole, au gaz et au charbon, causes majeures de l'emballement climatique, il ne resterait plus grand-chose de notre civilisation thermo-industrielle. Presque tout ce dont nous vivons en dépend : la nourriture, les transports, l'habillement, le chauffage, la culture, l'emploi, le système de santé... Or ces ressources, comme beaucoup d'autres, s'épuisent. Aujourd'hui, un nombre croissant de sociologues, de scientifiques¹ et d'institutions annoncent la fin prochaine de la civilisation industrielle telle qu'elle s'est constituée depuis plus de deux siècles.

Voici un livre qui présente une théorie de l'effondrement en s'appuyant sur des données scientifiques et une réflexion sociologique sérieusement documentées. À lire de toute urgence.

Claude Desimoni

¹ Mise en garde des scientifiques du monde à l'humanité : deuxième avertissement (15'364 scientifiques de 184 pays) http://scientists.forestry.oregonstate.edu/sites/sw/files/French_Scientists%20_Warning_Laitung_Fumanal.pdf

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél : +41 22 329 59 37
– info@css-romande.ch - www.css-romande.ch **Versements CCP 17-66791-8**

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard **Tirage:** 1700 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien :** 20 CHF par an